



La SADC riposte à la pandémie de COVID-19

par Kumbirai Nhongo

DES TEMPS extraordinaires appellent à des mesures extraordinaires et la région de la SADC fait exactement cela pour lutter contre le nouveau coronavirus qui cause le COVID-19.

La priorité des États membres de la SADC dans leur riposte au COVID-19 s'est concentrée sur la santé et le bien-être du public et a impliqué des efforts pour renforcer les systèmes de santé publique tout en mettant en œuvre des mesures pour freiner la propagation du virus, dans un contexte de préoccupation que les établissements médicaux nationaux pourraient être submergés par la propagation du virus.

Au 1er avril, la région de la SADC avait signalé plus de 1 780 cas confirmés de COVID-19 et 56 guérisons, avec 24 décès attribués au virus. Ces chiffres augmentent régulièrement avec l'augmentation des tests de dépistage des cas.

Alors que la plupart des cas signalés initialement étaient des résidents de retour ou des visiteurs, cela peut être dû aux tests stricts qui ont identifié les cas dans les aéroports et les frontières, mais le virus se propage désormais localement et les mesures de protection sont essentielles.

Le bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré que l'Afrique subsaharienne avait encore une possibilité de « rétrécissement » pour freiner la propagation du coronavirus, et a exhorté les gouvernements africains à investir leurs efforts pour retrouver agressivement tous les contacts des cas importés, tout en « préparant une éventuelle expansion plus large du virus. »

La riposte régionale à ce défi de santé publique a été résolue en Afrique australe, les ministres de la Santé de la SADC tenant une réunion extraordinaire en mars à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie pour définir une riposte coordonnée.

Ils ont décidé de reconstituer le Comité technique pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre du Protocole de la SADC sur la santé, composé de hauts responsables de la santé publique des États membres de la SADC opérant sous un mandat élargi qui comprend le renforcement de la riposte régionale au COVID-19 et à d'autres menaces à la santé publique.

Les Ministres de la santé ont exhorté les États membres à instituer des mécanismes d'examen par les pairs pour valider les rapports d'auto-évaluation sur l'état de préparation, car des préoccupations ont été exprimées quant à la capacité de certains États membres de la SADC à fournir des services de santé qui répondent adéquatement à une telle menace.

Les Ministres de la Santé de la SADC ont proposé la suspension des réunions traditionnelles en face à face, recommandant des options virtuelles telles que la vidéoconférence et les réunions en ligne. Cette recommandation a depuis été adoptée, un certain nombre de réunions et de conférences plus importantes étant reportées.

La réunion du Conseil des Ministres de la SADC du 18 mars s'est tenue par vidéoconférence pour la première fois dans l'histoire de la communauté régionale, les États membres ayant adopté des alternatives innovantes. (Voir pages 4-5)

POLITIQUE	3
CONSEIL DES MINISTRES DE LA SADC	4-5
COMMERCE	6
ENERGIE	7
LA SADC A 40 ANS	8-9
LA SADC A 40 ANS	10
JOURNÉE DE LIBÉRATION	11
INDÉPENDANCE	12
ELECTIONS	13
EAU	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

COVID-19 une menace pour l'économie régionale de la SADC

par Kumbirai Nhongo



DES MESURES sans précédent, telles que des confinements à l'échelle nationale, ont été mises en place par de nombreux États membres de la SADC au cours du mois d'avril pour restreindre la circulation des personnes et contenir la propagation du virus à l'origine du COVID-19.

La plupart des États membres de la SADC ont déclaré l'état d'urgence ou de catastrophe, certains optant pour un confinement partiel ou un confinement géré avec des opérations restreintes pour l'exploitation minière et la fabrication en plus de la production et de la vente de denrées alimentaires.

La plupart des voyages par avion ont cessé dans la région et la plupart des vols commerciaux ne fonctionnent pas, sauf pour la livraison occasionnelle de fournitures médicales et le retour des citoyens. Certains pays ont fermé leurs frontières et imposé des restrictions aux déplacements intérieurs par route, à l'exception du fret essentiel.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) confirme que le COVID-19 a eu des effets néfastes sur « le revenu des individus et des familles, et les économies des communautés et des nations ».

« Nous luttons ensemble pour protéger à la fois des vies et des moyens de subsistance », a déclaré le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un discours mondial.

Le Conseil des Affaires de la SADC, une association régionale d'organisations du secteur privé, note que ces mesures, bien que nécessaires, ont eu des conséquences imprévues sur l'économie régionale, en particulier sur le commerce intra régional.

Dans une déclaration publiée après sa réunion en ligne du 1er avril, le Conseil des Affaires de la SADC a noté les défis auxquels les entreprises sont confrontées pour déplacer les importations et les exportations, étant donné les restrictions de voyage imposées dans certaines juridictions.

"Les pays enclavés ne parviennent pas à accéder aux ports, les chauffeurs de camion n'arrivant pas à prendre et acheminer les marchandises car ils n'ont pas de visa pour se rendre dans les pays dotés d'une infrastructure portuaire", indique le communiqué.

À la suite de la réunion du Conseil des Ministres tenue en mars, la SADC a depuis publié des directives pour gérer le mouvement inter étatique des biens, des services et des personnes pendant cette période.

Cependant, il semble que tous les États membres n'aient pas adopté ces lignes directrices, ce qui a entraîné des goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement régionale.

Le Conseil des Affaires de la SADC note que les retards dans le mouvement des marchandises ont entraîné une augmentation des coûts de stockage et de transport.

Outre les défis du commerce intra régional, les États membres de la SADC font face à des risques externes associés au ralentissement des économies des partenaires commerciaux dans le reste de l'Afrique, de l'Europe, de l'Asie et des Amériques en raison des effets négatifs du COVID-19 dans ces régions.

Les informations de la Direction du développement industriel et du commerce de la SADC montrent que la région est plus exposée aux chocs exogènes étant donné sa dépendance de la production et de l'exportation de produits non transformés.

L'Angola, principal producteur de pétrole de la SADC, a dû revoir à la baisse ses chiffres du budget national en raison de la forte baisse des prix du pétrole, le COVID-19 contribuant à réduire la demande mondiale.

D'autres produits de base n'ont pas été épargnés, les diamants, le cuivre, le nickel, le cobalt, le charbon et le platine se négociant à prix réduits.

Dans les pays où des confinements ont été opérés, certains marchés agricoles ont dû être fermés, une situation qui a affecté les agriculteurs

et affecté les moyens de subsistance de ceux des industries en aval. Le Secrétariat de la SADC note qu'environ 70 pour cent de la population de la région dépend de l'agriculture pour la nourriture, les revenus et l'emploi.

Le secteur du tourisme, qui représente environ huit pour cent du produit intérieur brut de la région de la SADC, a été parmi les plus touchés suite au ralentissement des voyages mondiaux.

Les principales destinations régionales aux Seychelles, à Maurice, au Zimbabwe, en Namibie, au Botswana et en Afrique du Sud sont actuellement inaccessibles en raison des confinements dans les États membres respectifs.

L'Organisation Mondiale du Tourisme estime qu'au niveau mondial, les arrivées de touristes diminueront de 20 à 30% en 2020 par rapport à 2019, en raison du COVID-19.

L'Afrique du Sud, l'économie la plus grande et la plus diversifiée de la région, est déjà en récession, avec des indications qu'elle devrait se contracter davantage que la baisse de 0,2% prévue par la banque centrale pour cette année.

Le pays compte le plus grand nombre de cas de coronavirus de la région, soit 71% du total.

Pour gérer l'impact du COVID-19 sur leurs économies respectives, un certain nombre d'États membres de la SADC ont annoncé des mesures politiques d'atténuation.

Il s'agit notamment d'avantages fiscaux, d'exonérations temporaires sur les remboursements de prêts, de taux d'intérêt réduits et de mesures de sécurité sociale pour les communautés vulnérables.

En République Démocratique du Congo par exemple, la Banque centrale du Congo a annoncé une baisse des taux de 9 à 7,5% pour réduire le coût de l'emprunt.

De même, à Eswatini, le gouvernement a réduit le prix du carburant et suspendu l'augmentation des tarifs de l'électricité pendant deux mois, entre autres mesures visant à amortir le coût pour les entreprises et les consommateurs.

Au 10 avril, le Lesotho et les Comores étaient les deux derniers États membres de la SADC sans aucun cas de COVID-19 signalé.

Le virus s'est propagé très rapidement en Europe et aux États-Unis, qui ont signalé le plus de cas, tandis que les pays asiatiques qui ont contenu effectivement le virus au début de cette année commencent maintenant à reprendre le travail, notamment en Chine, bien que les voyages restent limités. *sadc.net* □

« Les efforts de lutte contre le COVID-19 ne réussiront que si chacun joue son rôle »

LA SECRÉTAIRE exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a félicité les États membres pour les « mesures rigoureuses prises en réponse à cette pandémie mondiale ».

La plupart des États membres de la SADC sont passés de l'état de préparation à l'intervention, et ont mis en œuvre des mesures strictes pour restreindre la circulation des personnes, encourager la distanciation sociale et promouvoir des normes d'hygiène saines afin de freiner la propagation du virus qui cause le COVID-19.

Dans son discours vidéo au Conseil des Ministres de la SADC, Dr Tax a exhorté les citoyens de la SADC à respecter les mesures prononcées par les dirigeants régionaux, ajoutant que "les efforts pour lutter contre le COVID-19 ne réussiront que si chacun joue son rôle." □

La SADC examinera le Protocole sur l'Emploi et Travail

LE PROTOCOLE de la SADC sur l'Emploi et le Travail doit être révisé dans le contexte de l'évolution de la dynamique mondiale du marché du travail.

Les Ministres de la SADC en charge de l'Emploi et du Travail ont approuvé l'élaboration d'un nouveau protocole lors de leur réunion annuelle qui s'est tenue début mars à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie.

Selon une déclaration publiée peu de temps après la réunion, le « nouveau protocole sur l'emploi et le travail devrait accélérer les progrès vers un marché du travail régional harmonisé et coordonné, capable de respecter l'agenda du travail décent ».

L'actuel Protocole sur l'Emploi et Travail adopté en août 2014 n'a été ratifié que par un seul État membre, ce qui signifie qu'il n'est pas encore entré en vigueur.

Le processus d'approbation d'un instrument juridique régional nécessite, tout d'abord, la signature, puis la ratification, un processus différent d'un pays à l'autre.

Un protocole « entre en vigueur » après ratification par les

deux tiers des États membres de la SADC, au moins 11 pays. Cela fait passer la loi régionale de l'intention déclarée à l'application effective.

Le Protocole sur l'Emploi et Travail sera réexaminé pour aligner ses objectifs sur les cibles mondiales et les questions émergentes telles que le travail décent et la sécurité sociale.

Un protocole acceptable par tous les États membres permettra au secteur de l'emploi et du travail de la région de promouvoir plus facilement des intérêts communs grâce à une coopération plus étroite entre les différentes parties prenantes.

La secrétaire exécutive de la SADC, Dr. Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que le protocole révisé sera "un outil essentiel pour fournir une orientation stratégique sur le programme d'emploi et de travail dans la région de la SADC."

Elle a déclaré qu'en plus de réviser le protocole, un cadre politique complet est en cours d'élaboration pour remédier aux déficits de travail décent dans la région.

« Afin de mettre en place des stratégies et des mécanismes pour relever les défis du travail décent dans la région, en particulier la création d'emplois, le Secrétariat coordonne l'élaboration d'un cadre global pour la politique de l'emploi et du travail. »

Elle a déclaré que cela s'ajoutait aux principaux instruments politiques qui ont été élaborés, tels que le plan d'action sur la migration de main-d'œuvre et les directives sur la transférabilité des prestations de sécurité sociale.

« Les instruments sont essentiels pour faciliter une plus grande migration de la main-d'œuvre qui, à son tour, favorise le partage des compétences entre les États membres à l'appui de l'industrialisation et de l'intégration régionale. »

La Dr Tax a déclaré que l'exercice d'élaboration des politiques coïncide avec la formulation de la Vision 2050 et du Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional

révisé (RISDP) 2020-2030. Ces deux documents stratégiques devraient être présentés pour approbation lors du 40e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC prévu en août à Maputo, au Mozambique.

En ce qui concerne la prévention et le règlement des différends, les ministres responsables de l'emploi et du travail ont chargé le Secrétariat d'élaborer un projet de directives sur la prévention et le règlement des conflits du travail dans la SADC et de rendre compte des progrès accomplis à leur prochaine réunion.

Il est essentiel de s'attaquer à la prévention et au règlement des conflits, car les grèves industrielles et les conflits du travail ne sont pas propices à l'investissement durable et à la croissance des entreprises dans la région.

Il est donc important que tous les États membres de la SADC s'efforcent de renforcer l'engagement et la coordination multisectoriels impliquant tous les secteurs et acteurs clés afin de

promouvoir le plein emploi productif.

La réunion des Ministres de l'Emploi et du Travail de la SADC et de leurs partenaires sociaux a été convoquée pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des divers engagements visant à promouvoir le travail décent dans la région.

Il a également souligné la nécessité pour la région de la SADC de relever les défis et les opportunités posés par l'avenir du travail, notant en particulier la nécessité de maximiser le potentiel de création d'emplois de la transformation technologique en cours.

Les Ministres ont appelé les États membres à promouvoir la création d'emplois comme l'un des moyens de lutter pleinement contre la pauvreté et les inégalités et à prendre les mesures concertées nécessaires pour relever le défi du chômage des jeunes. La réunion s'est tenue sous le thème « Promouvoir la stabilité du marché du travail et des relations professionnelles harmonieuses pour le développement durable ». □

Approbation du plan d'action sur la migration de la main-d'œuvre

LES MINISTRES responsables de l'Emploi et du Travail ont approuvé le Plan d'action pour la migration de la main-d'œuvre de la SADC (2020-2025). Le plan repose sur la notion qu'une migration de la main-d'œuvre bien gérée est mutuellement bénéfique et peut faciliter un développement et une stabilité économique accrus pour tous les pays de la région de la SADC.

Les ministres ont exhorté les États membres à engager des fonds pour la mise en œuvre du plan et ont félicité l'Organisation Internationale du Travail et l'Organisation Internationale pour les Migrations d'avoir mobilisé des ressources financières pour le plan. □

Les femmes peuvent améliorer la croissance économique de l'Afrique mais nous devons faire taire les armes

L'AFRIQUE consacrant l'année 2020 à l'accélération des actions visant à mettre fin aux guerres, aux conflits civils et à la violence sexiste, l'accent est mis sur le rôle des femmes et des filles en tant que partie intégrante du plan visant à réduire au silence les armes à feu sur le continent.

La commissaire aux affaires politiques de l'Union africaine, Minata Cessouma, a déclaré qu'il était nécessaire de renforcer la participation des femmes et des filles dans les mécanismes de prévention, l'intervention pour la consolidation de la paix et les efforts de reconstruction après le conflit.

Elle a déclaré que les contributions des femmes aux initiatives de paix ne peuvent se limiter à des rôles symboliques et que des efforts délibérés sont nécessaires pour accroître la participation des femmes et des filles au programme de paix et de sécurité aux niveaux communautaire, national, régional et continental.

La secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Vera Songwe, a déclaré que les armes à feu continuent de faire taire les voix des femmes de diverses manières, privant les femmes de leur dignité humaine à des niveaux sans précédent.

« Les femmes peuvent contribuer à améliorer la croissance économique de l'Afrique de façon exponentielle et cette croissance peut à son tour aider les femmes africaines alors que nous cherchons à combler l'écart économique entre les sexes. Nous devons faire taire les armes à feu maintenant », a déclaré Songwe. □



Adopter la technologie

La SADC tient sa première réunion virtuelle du Conseil des Ministres

ALORS QUE les nouvelles technologies continuent d'avoir un impact sur tous les aspects du développement humain, la SADC a tenu sa toute première réunion virtuelle du Conseil des Ministres le 18 mars, rendue nécessaire par la propagation rapide du coronavirus, communément appelé COVID-19.

La vidéoconférence a suivi les recommandations des ministres de la Santé de la SADC lors de leur réunion du 9 mars, au cours de laquelle ils ont proposé l'utilisation de la technologie pour faciliter la réunion sans risque de propagation du virus.

Cela a également fait suite à la déclaration de COVID-19 en tant que pandémie mondiale par l'Organisation Mondiale de la Santé le 11 mars 2020.

Coordonnée à partir de Dar es Salaam en République-Unie de Tanzanie, la réunion du Conseil des Ministres de la SADC s'est tenue en utilisant la technologie de vidéoconférence (TVC).

Cela a permis aux ministres des gouvernements de tous les États membres, sauf trois, de se connecter via la TVC à partir de leurs capitales pour délibérer sur une série de questions, y compris les progrès de la mise en œuvre des initiatives régionales prioritaires ainsi que l'approbation du budget pour financer les plans d'action identifiés.

L'équipement a été testé avant le jour de la réunion et cela a demandé l'implication des experts en technologie du Secrétariat de la SADC, du pays

hôte et d'autres États membres, garantissant que tous avaient le bon équipement en bon état de fonctionnement, y compris des dispositifs de traduction.

La plupart des participants avaient une alimentation de secours en attente dans le cadre de leurs plans d'urgence en cas de délestage d'électricité, une indication de leur détermination à faire en sorte que la réunion virtuelle puisse se dérouler sans interruption, et la réunion du Conseil des Ministres s'est déroulée comme prévu.

La cérémonie d'ouverture officielle a eu lieu à Dar es Salaam et a réuni des responsables tanzaniens et des représentants du Secrétariat de la SADC, y compris des traducteurs.

Prenant la parole lors de la cérémonie d'ouverture, le Premier ministre tanzanien, le professeur Kassim Majaliwa, a déclaré que la convocation historique de la réunion virtuelle était une indication que la région adoptait la technologie pour promouvoir le développement durable.

« Le fait que cette réunion se déroule en ligne est une preuve suffisante qu'il n'y a pas de barrière ou de catastrophe qui nous découragera de superviser le développement de notre région et de notre population. Nous pensons que les défis actuels passeront et nous laisseront unis », a déclaré le professeur Majaliwa.

Le ministre tanzanien des Affaires étrangères, le professeur Palamagamba Kabudi, qui a présidé la réunion du Conseil des



ministres, a remercié les experts en TIC du Secrétariat de la SADC et des États membres pour leur soutien technique.

"Permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier le Secrétariat de la SADC et les équipes d'experts de tous les pays de la SADC pour la volonté et la rapidité dont ils ont fait preuve pour faciliter le bon déroulement de la réunion", a déclaré le professeur Kabudi.

« La coopération dont nous avons fait preuve en préparation de cette conférence nous a permis non seulement de prendre des mesures de précaution et de nous protéger contre l'infection, mais aussi de renforcer notre volonté de faire face à l'apparition de la maladie tout en poursuivant les activités de la Communauté comme d'habitude. »

Le président du Conseil des Ministres a appelé « les autres ministres à continuer de collaborer, à échanger des informations et des compétences afin de maintenir la Communauté forte pendant cette période et de veiller à ce que les marchés économiques, commerciaux, d'investissement et financiers de notre Communauté ne soient pas affectés par la peur d'une épidémie. »

Avant la vidéoconférence, les sceptiques avaient attiré l'attention sur les différents niveaux de progrès technologique dans les 16 États

membres de l'organisation régionale, prévoyant que la réunion pourrait ne pas se dérouler sans heurts.

La SADC avait introduit une politique de réunion sans papier à compter de 2016. Cependant, les progrès dans la mise en œuvre de cette directive ont été lents, un développement que les sceptiques ont vu comme le sort probable de la réunion de vidéoconférence du Conseil des ministres en mars.

Cependant, la réponse des États membres a été écrasante et la réunion a été saluée comme un succès.

"La réponse rapide des États membres de la SADC à la réunion par vidéoconférence est louable et témoigne de la volonté de la SADC de gérer les urgences et les catastrophes", a déclaré la secrétaire exécutive de la SADC, Dr. Stergomona Lawrence Tax, après la réunion.

La TVC garantit que les éléments audio et visuels sont transmis à différents endroits en même temps, permettant aux personnes situées à différents endroits d'interagir et de délibérer sur des questions sans avoir à se trouver physiquement au même endroit.

La sécurité de la TVC est évidemment un sujet de préoccupation pour une organisation telle que la SADC, car les questions sensibles à la sécurité devraient idéalement être discutées lors de réunions en face à face. □



Prof. Kassim Majaliwa



Prof. Palamagamba Kabudi



Pleins feux sur la Vision 2050, l'industrialisation en 2020

LA FINALISATION du processus d'élaboration d'un plan de développement régional sur 30 ans et l'accélération d'un programme visant à atteindre un développement industriel rapide seront parmi les principales priorités de l'Afrique australe en 2020.

C'est ce qui est ressorti de la première réunion de vidéoconférence du Conseil des ministres de la SADC présidée par la République-Unie de Tanzanie le 18 mars.

Le président du Conseil des ministres de la SADC, le ministre tanzanien des Affaires étrangères, le professeur Palamagamba Kabudi, a déclaré que puisque 2020 marque la dernière année de mise en œuvre du Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional révisé (RISDP) 2015-2020, il est important pour la région de consacrer une plus grande attention à la formulation du projet proposé de la Vision 2050 de la SADC et du nouveau RISDP 2020-2030.

"Alors que nous préparons la Vision 2050 et le Plan stratégique pour la mise en œuvre des objectifs de la Vision, nous avons besoin d'une nouvelle perspective stratégique qui fournira des orientations pour notre avantage et notre intégration continus", a déclaré le professeur Kabudi.

« De plus, nous avons besoin d'une bonne compréhension stratégique de la mise en œuvre et de l'analyse des succès des initiatives passées et des lacunes qui sont apparues. »

La secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que les travaux se déroulaient bien pour achever la Vision 2050 de la SADC et le RISDP 2020-2030. "Je suis convaincue que les États membres attacheront l'importance nécessaire à cet

exercice critique et fourniront les contributions nécessaires, alors que nous procédons à la formulation", a déclaré le Dr Tax.

Elle a noté que, nonobstant les défis posés au processus consultatif par la pandémie de COVID-19, le Secrétariat s'est engagé à veiller à ce que le processus reste en cours.

La plupart des gouvernements de la région de la SADC ont institué une déclaration d'urgence ou de catastrophe et des confinements dans le cadre des efforts visant à contenir la propagation du virus, déclaré pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé en mars.

La région a été saisie du processus d'examen des résultats du RISDP 2015-2020 et de la formulation d'un nouveau ainsi que de la Vision 2050 à long terme depuis la décision du Conseil des ministres réuni en août 2018 de charger le Secrétariat de la SADC d'examiner les progrès de la mise en œuvre.

L'examen visait à éclairer le processus de recalibrage de la

coopération et la stratégie d'intégration régionale de la SADC lorsque le plan de développement actuel prendra fin en 2020.

Dans le cadre de ce processus, la SADC a convoqué un certain nombre de réunions consultatives, notamment la retraite ministérielle stratégique sur la « SADC que nous voulons » tenue à Ezulwini, Eswatini en mars 2017.

La retraite a appelé le Secrétariat de la SADC à donner la priorité aux programmes sur le développement des infrastructures, l'industrialisation et l'intégration des marchés, la paix et la sécurité constituant un préalable au développement économique.

Le processus consultatif en cours devrait déboucher sur l'élaboration d'un cadre pour une stratégie régionale après 2020 tenant compte des valeurs et des principes de la SADC, tels que la nécessité de l'égalité souveraine et des avantages mutuels, ainsi que des processus continentaux et mondiaux tels que: l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les

Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

Le processus est éclairé par le fait qu'il est nécessaire de maximiser les synergies dans la mise en œuvre des deux piliers des activités de la SADC - la coopération politique et de sécurité telle qu'identifiée dans le Plan indicatif stratégique de l'Organe en matière de coopération politique, de défense et de sécurité (SIPO II) et l'intégration du développement telle que couverte par le RISDP.

Le SIPO est un document stratégique qui établit le cadre institutionnel de la SADC pour la coordination et la mise en œuvre des politiques dans les domaines de la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité.

L'objectif principal du SIPO est de créer un environnement politique et sécuritaire stable et pacifique grâce auquel la région atteindra ses objectifs de développement socio-économique, d'éradication de la pauvreté et d'intégration régionale. □

40 ans de développement régional

LA SADC rend hommage à son héritage et à ses fondateurs cette année alors que l'organisation régionale commémore les 40 ans de sa création.

La secrétaire exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que l'année 2020 est importante et offre une opportunité à la région de rendre hommage aux Leaders Fondateurs qui ont créé la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) en 1980, devenant ainsi une communauté régionale à part entière en 1992.

La SADCC a été lancée le 1er avril 1980 à Lusaka, en Zambie, par les leaders ou les représentants de neuf pays indépendants - l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le

Mozambique, le Swaziland (aujourd'hui Eswatini), la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, qui se préparaient à l'indépendance le 18 Avril.

« Nous devons beaucoup à nos fondateurs qui avaient la prévoyance d'une meilleure région. Nous avons peut-être perdu la majorité d'entre eux, que leur âme repose en paix, mais leur héritage perdure », a déclaré Dr Tax.

"Il convient donc que, si les commémorations principales auront lieu pendant le sommet d'août 2020, les États membres devraient explorer les moyens de reconnaître et de célébrer l'anniversaire" rubis "de notre SADCC le 1er avril 2020." □



La SADC aligne la Zone de Libre-Échange avec les initiatives continentales

DES PROGRÈS significatifs ont été réalisés par la SADC pour aligner son marché libre élargi sur les initiatives continentales afin d'assurer une mise en œuvre fluide et efficace, a fait savoir la Secrétaire exécutive en mars au Conseil des Ministres de la SADC.

La SADC a lancé sa Zone de Libre-Échange (ZLE) en août 2008, et la plupart des 16 États membres de la SADC font partie de la ZLE, à l'exception de l'Angola, de l'Union des Comores et de Maurice.

En juin 2015, la SADC s'est associée à deux autres communautés économiques régionales - le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) pour établir un marché intégré comprenant 27 pays d'Afrique orientale et australe.

Communément appelé Zone de Libre-Échange Tripartite (ZLET), le marché élargi COMESA-EAC-SADC compte une population combinée d'environ 700 millions d'habitants et un produit intérieur brut (PIB) d'environ 1,4 billion de dollars américains.

En mai 2019, la SADC a rejoint le reste de l'Afrique pour lancer la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf) qui couvre 54 pays du continent qui ont signé l'accord, tandis que 27 de ceux qui l'ont signé ont maintenant ratifié, et seule l'Érythrée n'a pas encore signé.

Ces initiatives visent à promouvoir la libre circulation des biens, des services et des personnes à travers la région et le continent, ainsi qu'à

permettre aux États membres d'harmoniser les politiques commerciales régionales pour promouvoir la concurrence et l'intensification des échanges.

Un marché intégré aidera à résoudre certains des défis liés aux adhésions multiples et qui se chevauchent et à accélérer le processus d'intégration régionale et continentale.

La plupart des pays africains appartiennent à plus d'une communauté économique régionale, une situation qui n'est pas idéale et pourrait entraver les progrès de l'intégration en Afrique.

Par conséquent, résoudre les problèmes de chevauchement d'appartenance a la capacité d'accélérer le rythme de l'intégration en Afrique et de stimuler le commerce intra régional à travers le continent.

Selon l'Union africaine (UA), la ZLECAf devrait accroître le commerce intra régional africain lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle, passant de 10% actuellement à environ 40% du commerce total sur le continent.

La Dr Tax a déclaré que la SADC s'est engagée à faire en sorte que ces initiatives continentales soient un succès car la région devrait bénéficier d'un marché intégré en Afrique.

« Le Secrétariat continue de travailler avec les trois autres États membres pour faire partie de la ZLE SADC, alors que nous l'alignons sur les initiatives tripartites et continentales », a-t-elle déclaré.

« En ce qui concerne la ZLE Tripartite, un total de 22 pays ont jusqu'à présent signé

l'Accord et huit pays l'ont ratifié, dont trois sont des États membres de la SADC.

« Au niveau continental, la SADC compte désormais cinq États membres qui ont ratifié et / ou adhéré à l'Accord sur la Zone de Libre Échange Continentale Africaine. »

Le processus d'approbation d'un instrument juridique Continental nécessite, tout d'abord, la signature, puis la ratification, un processus différent d'un pays à l'autre.

L'Accord de la ZLECAf « entre en vigueur » après sa ratification par au moins 35 États membres de l'UA. Cela fait passer l'accord continental d'une intention déclarée à une application réelle. Les États membres qui adhèrent après l'entrée en vigueur d'un protocole sont censés « y consentir ».

La Dr Tax a exhorté les États membres de la SADC à ratifier rapidement ces importants instruments qui faciliteront l'accélération de l'intégration régionale et continentale.

Elle a déclaré que « le temps presse » et que les pays s'assurent que la ZLE Tripartite est une réalité car elle jettera les bases d'un fonctionnement harmonieux et efficace de la ZLE continental.

« Pendant que nous procédons à la ZLE continentale, nous ne devons pas perdre de vue la ZLE Tripartite. La ZLE Tripartite est cruciale pour la réalisation de la ZLE continentale », a-t-elle déclaré.

L'Union africaine a convenu d'une feuille de route pour la réussite de l'opérationnalisation de la ZLECAf.

Ces étapes comprennent la finalisation de la ZLE Tripartite, puis sa consolidation avec d'autres ZLE régionales.

La ZLECAf évolue donc à partir des ZLE existantes dans les blocs économiques sous régionaux, créant un marché combiné de l'ensemble du continent, intégrant une population de plus d'un milliard de personnes et un PIB combiné de plus de 3,4 billions de dollars américains.

La création d'un marché intégré en Afrique est l'une des initiatives visant à débarrasser le continent des vestiges restants de la colonisation et de l'apartheid qui ont vu les pays africains commercer plus avec le monde extérieur qu'entre eux.

La ZLECAf est une initiative phare de l'Agenda 2063 - L'Afrique que nous voulons, une vision continentale adoptée par l'UA en 2013.

Le cadre stratégique vise à accélérer la mise en œuvre des initiatives continentales de croissance et de développement durable telles que le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, signé en 1991 et entré en vigueur en 1994, et le Programme de développement des infrastructures en Afrique. □

Les lignes de transport électrique au cœur du développement énergétique régional ... Alors que le Malawi se prépare à rejoindre le réseau régional

LA CONSTRUCTION d'une nouvelle ligne de transport d'électricité reliant le Malawi et le Mozambique devrait améliorer la connectivité et les échanges d'électricité en Afrique australe.

Finalement, la ligne électrique communément appelée Projet d'interconnexion de transport Malawi-Mozambique reliera le Malawi au réseau énergétique régional.

À l'heure actuelle, tous les services publics d'électricité de la SADC continentale, à l'exception de l'Angola, du Malawi et de la République-Unie de Tanzanie, sont interconnectés via le Southern African Power Pool (SAPP), ce qui leur permet de se vendre de l'électricité entre eux sur un marché concurrentiel.

Les États insulaires l'Union des Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles ne sont pas encore membres du SAPP - un organisme régional qui coordonne la planification, la production, le transport et la commercialisation de l'électricité en Afrique australe pour le compte des services publics des États membres.

Selon le Secrétariat de la SADC, le marché concurrentiel de l'électricité du SAPP est passé de moins de 1% en 2012 à 32% en décembre 2018, se révélant être une plate-forme viable pour les services d'électricité pour partager les charges d'électricité et aider à gérer les excédents et les déficits dans la région.

Prenant la parole lors de la réunion du Conseil des ministres de la SADC tenue en mars, la secrétaire exécutive de la SADC, Dr. Stergomena Lawrence Tax, a déclaré qu'un accord financier avait été conclu pour commencer la construction du projet

d'interconnexion de transport Malawi-Mozambique.

« Des réalisations notables ont été enregistrées dans la mise en œuvre du Plan directeur de développement des infrastructures régionales de la SADC. En particulier, dans le secteur de l'énergie, ces réalisations comprennent le Projet d'interconnexion de transport Malawi-Mozambique qui a atteint sa clôture financière en septembre 2019, avec un financement de la Banque mondiale, de KfW et du gouvernement de la Norvège », a-t-elle déclaré.

La Dr Tax a déclaré que la phase de construction du projet devrait commencer en avril 2020, avec une mise en service du projet prévue d'ici 2022.

« Lors de la mise en service, le Malawi pourra accéder au réseau SAPP et échanger de l'électricité avec d'autres États

membres de la SADC », a-t-elle déclaré.

Cela signifie que toute nouvelle capacité de production installée au Malawi sera désormais accessible aux neuf autres membres du SAPP, à savoir le Botswana, la République démocratique du Congo, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe.

Auparavant, ce surplus d'énergie au Malawi n'était pas accessible au reste de la région. D'autre part, l'interconnexion Malawi-Mozambique permettra au Malawi d'avoir accès au marché régional via le réseau interconnecté du Mozambique avec le Zimbabwe (Songo-Bindura) et l'Afrique du Sud (Songo-Apollo).

À cet égard, la construction de nouvelles lignes de transport est essentielle pour

promouvoir le développement durable dans la région.

En outre, l'interconnexion crée de nouveaux couloirs qui peuvent soutenir le développement industriel et améliorer la sécurité énergétique dans d'autres parties de la région sans être étouffés par des surcharges sur les lignes de transport existantes.

Le projet d'interconnexion de transport Malawi-Mozambique comprend la construction d'une ligne de transport de 220 kilovolts reliant la sous-station Matambo au Mozambique à la sous-station proposée de Phombeya au Malawi.

Une ligne de transport aérien de 220 km et un fil de terre en fibre optique reliant la sous-station de Matambo au Mozambique à la sous-station de Phombeya au Malawi seront construits. □

La Namibie et l'Angola vont développer un barrage hydroélectrique

L'ANGOLA ET la Namibie ont signé un accord bilatéral pour la construction d'un barrage hydroélectrique transfrontalier.

Le ministre angolais de l'Énergie et de l'Eau, João Borges, a déclaré que l'accord permettra le lancement d'un appel d'offres public pour la sélection d'une entreprise de construction pour le projet, conformément au calendrier proposé.

"Si nous respectons le calendrier de l'accord, nous pouvons respecter les délais, car il y a un grand intérêt pour ce projet binational", a-t-il déclaré.

Le barrage hydroélectrique proposé de Baynes sera situé sur la rivière Cunene, à la frontière entre l'Angola et la Namibie.

La construction du barrage hydroélectrique de 1,2 milliard

de dollars devrait commencer en 2021 et devrait être achevée d'ici 2025.

Selon l'accord, la centrale hydroélectrique devrait produire 600 mégawatts d'électricité et sera partagée à parts égales entre les deux pays.

La construction du barrage hydroélectrique par l'Angola et la Namibie contribuera grandement à promouvoir l'utilisation et l'absorption des sources d'énergie renouvelables dans la région de la SADC.

L'objectif de la SADC est d'atteindre un mix énergétique

renouvelable dans le réseau régional d'au moins 32% d'ici 2020 et 35% d'ici 2030.

Actuellement, le mix énergétique régional est dominé par le charbon, qui contribue à plus de 70%.

Ceci en dépit du fait que la SADC a le potentiel de devenir une « mine d'or » pour les énergies renouvelables en raison des abondantes ressources hydroélectriques, solaires et éoliennes qui sont désormais très recherchées par les investisseurs internationaux dans leur quête d'énergie propre. □

Ce qu'ils ont dit lors du lancement de la SADCC, il y a 40 ans

par Mukundi Mutasa

LA CONFÉRENCE de coordination du développement de l'Afrique Australe a été officiellement lancée au Centre de conférence de Mulungushi à Lusaka, en Zambie, le 1er avril 1980.

Ce jour-là, les leaders des cinq États de la ligne de front (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) ont été rejoints par les leaders de quatre autres pays indépendants d'Afrique australe (Lesotho, Malawi, Swaziland [maintenant Eswatini] et le Zimbabwe récemment libéré) en apposant leur signature à la Déclaration de Lusaka.

Ils ont été inspirés par une vision commune, a déclaré Seretse Khama, président fondateur du Botswana, qui a présidé la réunion.

"Avec une confiance mutuelle et la vision commune d'un avenir meilleur qui nous a amenés ici aujourd'hui, nous n'échouerons pas", a-t-il déclaré.

Cela a été renforcé par le président Samora Machel du Mozambique, qui a évoqué le dénominateur commun qui liait les pays dirigés par la majorité de l'Afrique australe, conduisant à la formation du groupe.

En tant que l'un des orateurs de la journée, le président Machel a parlé de « notre identité commune et notre détermination commune dans la lutte pour la libération de notre région et de notre continent du colonialisme, du racisme, de l'oppression, de la dépendance et de l'exploitation ».

Lorsque la SADCC a été créée, précurseur de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), son objectif principal était le développement économique et la réduction de la dépendance économique des États membres à l'égard de l'Afrique du Sud de l'apartheid d'alors, ce qui entravait le développement par la déstabilisation économique et militaire de la Région.

"Nous savons tous que nos économies dépendent dans une très large mesure, quoique à des degrés divers, de l'économie de l'Afrique du Sud", a déclaré le président Khama à ses compatriotes.

"Ce que nous recherchons, c'est la capacité d'exercer un certain degré de choix, ce qui nous assure contre la domination d'un partenaire puissant", a-t-il ajouté.

Cela a été souligné dans la Déclaration de Lusaka, à juste titre intitulée Afrique australe: Vers la libération économique, où les neuf États membres fondateurs se sont

engagés à ce que « le développement futur doit viser à réduire la dépendance économique non seulement à l'égard de la République sud-africaine, mais aussi à l'égard de toute État ou groupe d'États extérieur. »

La dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud était largement visible dans les domaines des transports et des communications, le pays étant un important exportateur de biens et services, et importateur de biens et de main-d'œuvre bon marché.

Selon Khama, les pays d'Afrique australe souhaitaient donc avoir un choix plus large de voies de transport, de marchés, de sources d'énergie et de partenaires d'investissement.

Il était inconcevable que les pays dirigés par la majorité de l'Afrique australe huilent les rouages économiques du régime d'apartheid en dépendant de son économie, mais ils méprisaient profondément les politiques de ségrégation raciale de l'Afrique du Sud.

Le président Machel a été encore plus catégorique dans son affirmation selon laquelle les États membres de la SADCC ne parviendraient à réduire la dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud que grâce à la coopération.

« Accroître notre coopération entre les États de la région signifie réduire la dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud et, par conséquent,

de l'impérialisme », a-t-il déclaré.

Le président Kaunda a informé ses pairs qu'il y avait beaucoup en jeu et que cela dépendait du succès de la nouvelle SADCC, d'autant plus que l'émancipation économique des pays participant au sommet aurait « un impact marquant en Afrique du Sud et un coup mortel à la politique d'apartheid.

"Notre succès est important pour le peuple sud-africain et, par conséquent, pour la libération de tout le continent", a-t-il ajouté.

Bien que l'objectif du lancement de la SADCC soit fondé sur l'émancipation économique, cela ne signifie pas que ses États membres abandonnent leurs désirs de libération politique qui ont façonné l'approche des États de la ligne de front.

Au contraire, l'émancipation économique était une continuation de la lutte, la libération politique fournissant une base solide pour la prospérité économique.

Les présidents Khama et Machel ont tous deux souligné que la lutte politique se poursuivrait jusqu'à la libération complète de la Namibie et de l'Afrique du Sud.

Le président Khama a déclaré que la lutte se poursuivrait "jusqu'à ce que nous tous, dans la région, puissions jouir librement de tous les droits auxquels nous avons droit et pouvoir déterminer notre avenir et notre bien-être".

"Notre tâche n'est pas encore terminée", a souligné le président Machel, ajoutant que "la lutte politique et le soutien des États de la ligne de front doivent se poursuivre".

Les leçons tirées par les États de la ligne de front dans leur quête de liberté politique en Afrique australe éclaireront également les progrès de la SADCC.

"Je ne doute pas que nous sommes également capables de travailler ensemble pour le progrès économique et social de nos peuples de la même manière que nous l'avons

Southern Africa: Toward Economic Liberation

A Declaration by the
Governments of Independent
States of Southern Africa
made at Lusaka on the 1st April 1980



On 1st April 1980 the leaders and representatives of the independent states of Southern Africa came together in Lusaka. At this historic summit meeting they signed the Declaration Southern Africa: Toward Economic Liberation. This Declaration commits the countries of the region to work harmoniously to integrate their economies and gradually to reduce their dependence, particularly, but not only, on the Republic of South Africa. Accelerated economic development and regional self-reliance are the twin objectives of the Declaration. The only guarantee for the success of this initiative is the efforts of the people and the governments of the region. The Declaration also contains an appeal for external cooperation and international support. Southern African development coordination "will be achieved more rapidly and will be more effective if development takes place within the context of global cooperation".

Amon J. Nsekela
High Commissioner for Tanzania
Chairman, SADCC Steering Committee
June 1980



SADC A 40 ANS

toutes les manières possibles de l'aborder."

Le Sommet de Lusaka a également connu la participation de Robert Mugabe, qui avait remporté les élections pré-indépendance et prêterait bientôt serment en tant que premier Premier Ministre du Zimbabwe indépendant, et de Sam Nujoma, président de la South West Africa People's Organisation (SWAPO), qui a reçu des garanties de soutien du Sommet pour la libération de la Namibie, qui, à l'époque, était occupée par l'Afrique du Sud, bien qu'officiellement sous mandat de l'ONU.

Dans son engagement de soutien à la SWAPO, le président Kaunda a promis que « le temps et notre propre détermination à apporter tout le soutien à la SWAPO favorisent la victoire des opprimés ».

La déclaration finale du président Khama lors du Sommet de Mulungushi était l'incarnation de la fondation sur laquelle la SADCC a été construite.

"Nous avançons dans l'unité, ou nous périssons", a-t-il déclaré.

L'hôte, le président Kaunda, a fait écho du même sentiment lorsqu'il a déclaré que l'unité ne devrait pas se limiter à la seule libération politique.

"L'unité africaine doit recevoir une substance économique, à partir de laquelle le tissu socio-culturel se développera si fort que notre continent ne sera plus vulnérable."

Cela a inspiré la vision de la SADC, qui a succédé à la SADCC, celle d'un « avenir commun au sein d'une communauté régionale qui garantira le bien-être économique, l'amélioration des niveaux de vie et de la qualité de vie, la liberté et la justice sociale et la paix et la sécurité pour les peuples d'Afrique australe. »

Le Sommet de Mulungushi, qui s'est tenu les 1er et 2 avril 1980, a été l'aboutissement



fait dans la lutte pour la liberté politique", a déclaré le président Khama.

Le message était également emphatique du charismatique Machel.

« Il est très important que l'expérience de l'unité et de la cohésion des États de la ligne de front dans la lutte de libération politique du peuple soit également étendue à d'autres États et gouvernements dirigés par la majorité d'Afrique australe, en matière de libération économique », a-t-il déclaré.

Bien que manifestement rayonnant de fierté pour les succès sur le front politique, qui comprenaient la réalisation imminente du gouvernement de la majorité au Zimbabwe, le président Khama a reconnu que la libération économique ne serait pas facile.

"Il faut accepter que ce sera sans aucun doute une tâche plus difficile que la tâche politique", a averti Khama. Cependant, il a déclaré sans ambages qu'il incombait aux peuples d'Afrique australe de parvenir à la libération économique.

Il serait "trop optimiste d'espérer des succès faciles et rapides", a-t-il déclaré. "Cependant, la tâche est la nôtre et nous devons réfléchir à

d'événements, notamment la première conférence de coordination du développement de l'Afrique australe convoquée par les cinq États de la ligne de front les 3 et 4 juillet 1979 à Arusha, en République-Unie de Tanzanie, qui a décidé que « la libération économique ne pourrait être réalisée sans la participation des autres États à majorité d'Afrique australe. »

Lorsque la SADCC a été créée, elle comptait les neuf pays signataires de la Déclaration de Lusaka en 1980. Aujourd'hui, la SADC s'est étendue à 16 pays.

Les États membres de la SADC sont - Angola, Botswana, Union des Comores, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

* Mukundi Mutasa écrit à titre personnel □



De gauche à droite, Frederick Chiluba, président de la Zambie, les présidents Joaquim Chissano du Mozambique, Sam Nujoma de Namibie, Ketumile Masire du Botswana, Robert Mugabe du Zimbabwe et Ali Hassan Mwinyi de Tanzanie; ainsi que les principaux ministres de l'Angola, du Swaziland, du Malawi et du Lesotho, y compris le Premier ministre angolais Franca Van-Dunem
The Namibian, mardi 18 août 1992

« Parmi les bonnes choses, mais généralement non signalées de l'Afrique, il y a la Communauté de développement de l'Afrique australe, SADC »

Julius Nyerere, 1996



« ... après leur libération, la Namibie et l'Afrique du Sud ont rejoint les neuf pays qui ont fondé la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) en 1980, et dont la communauté s'est développée. Maurice a très récemment été le dernier pays à rejoindre la communauté. Dès le début, les objectifs et l'engagement ont été ceux d'un mouvement actif et délibéré vers la coopération et l'unité entre ses membres.

« Au cours de ses douze années d'existence (1980-1992), la conférence de coordination a accordé la plus grande priorité à la mise en place d'une infrastructure sous régionale, afin que tous ses membres soient reliés entre eux par la route, les chemins de fer, les télécommunications, l'aviation civile et un réseau électrique partagé. Il reste beaucoup à faire, mais il est désormais possible de conduire de la Tanzanie à l'Angola ou la Namibie, ainsi que l'Afrique du Sud. Je ne dis pas que ce sera toujours confortable ou rapide, mais cela peut être fait, alors qu'auparavant, c'était pratiquement impossible.

« En plus, malgré les destructions de la guerre dans les deux pays, il est maintenant, ou sera bientôt, possible de téléphoner de Maputo au Mozambique à Luanda en Angola sans passer par le Portugal. Il n'y avait pas de tels liens avant la SADC. Le réseau ferroviaire laisse de nombreuses grandes zones non reliées par le rail, mais lorsqu'une

paix sûre a été établie en Angola, afin que le chemin de fer de Benguela puisse être réparé sur toute sa longueur, chacun des onze pays du continent sera relié par rail à tous les autres, cependant, tortueux l'itinéraire actuel.

« Les liaisons de communication améliorées facilitent l'expansion prévue du commerce intra-SADC. Il y a déjà eu une croissance considérable dans ce domaine, bien que jusqu'à présent, cette croissance ait eu lieu plus particulièrement parmi les plusieurs sous-groupes de libre-échange bilatéraux ou trilatéraux qui existent, et qui est destiné à se lier progressivement à un groupe communautaire de l'Afrique australe, puis devenir un marché commun. De plus, la coopération en matière de recherche agricole est en train de s'organiser rapidement.

« On me dit que de nouvelles semences, adaptées aux conditions écologiques de la communauté, ont été développées et diffusées dans les États membres, sous les auspices de la conférence de coordination et, dernièrement, de la communauté. Cette coopération scientifique n'est qu'une partie du mouvement total en cours vers l'organisation de la sécurité alimentaire, au niveau de l'Afrique australe. » □

Mwalimu Julius K. Nyerere, président fondateur du South Centre, lors d'une conférence à New Delhi, Inde sur Comprendre l'Afrique contemporaine, février 1996



La SADC et SARDC s'associent pour documenter la SADC à 40 ANS

LE CENTRE de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (SARDC) s'associera à la SADC pour documenter la route que la SADC a parcourue alors qu'elle commémore son 40e anniversaire cette année.

Le SARDC est un centre régional indépendant de ressources de

connaissances créé en 1985 pour renforcer les perspectives politiques régionales et suivre la mise en œuvre sur une série de questions en Afrique australe. Il est l'éditeur de cette publication, Southern Africa Today / SADC Today.

Sur la base des documents de la SADC et de la vaste bibliothèque de SARDC de la période, une histoire illustrée de la SADC sera présentée avec les principales réalisations et jalons depuis la création de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) en 1980 en tant qu'alliance en vrac de neuf États dirigé par la majorité d'Afrique australe, avec leur déclaration,

Afrique australe: Vers la Libération Économique.

La SADCC a été transformée en Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en 1992, par le Traité et la Déclaration signés par les chefs d'État et de gouvernement de 10 États membres réunis au Sommet de Windhoek, capitale de la Namibie, dont ils avaient soutenu l'indépendance jusqu'à ce qu'elle a été réalisée en 1990.

Dans ses remarques lors d'une réunion avec la direction de SARDC à Harare, Zimbabwe plus tôt cette année, la secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a félicité le SARDC pour sa collaboration de longue date avec la SADC dans

l'amélioration des connaissances sur la région et pour son partenariat avec le Secrétariat de la SADC pour documenter ses progrès vers l'intégration régionale.

« Le SARDC continue de produire des articles et des publications analytiques et bien documentés, permettant aux citoyens de la SADC et aux autres parties prenantes d'avoir une compréhension et une appréciation plus approfondies de la mise en œuvre des développements régionaux de la SADC, nous vous en félicitons », a-t-elle déclaré.

La Dr Tax a exprimé son engagement à assurer la réussite de la publication pour permettre aux générations futures d'apprendre et d'apprécier les efforts collectifs et les réalisations que la SADC a réalisés au cours des quatre dernières décennies.

Le Directeur Exécutif de SARDC, Munetsi Madakufamba, a déclaré que son organisation apprécie le solide partenariat avec la SADC et est bien préparée pour entreprendre la recherche et documenter la route que la SADC a parcourue depuis sa création jusqu'à son 40e anniversaire.

Madakufamba a déclaré que la SADC a accompli des réalisations importantes au cours des 40 dernières années, y compris les efforts régionaux de collaboration qui ont soutenu l'indépendance éventuelle de la Namibie et la fin du système d'apartheid en Afrique du Sud.

En plus de la publication qui sera accessible en version imprimée et en ligne, la SADC organisera un certain nombre d'activités dans le but de faire connaître ses 40 ans de programme de développement et d'intégration régionale.

Ces activités comprendront, mais sans s'y limiter, des conférences publiques, l'engagement du secteur privé, la production de vidéos et une sensibilisation coordonnée par le biais d'activités de médias sociaux.

Adapté de sadc.int □





... « reconnaissant aux hommes et aux femmes qui ont sacrifié leur vie pour la libération »

Jour de libération de l'Afrique australe

23 mars

LA RÉGION de la SADC restera à jamais reconnaissante vis-à-vis des « hommes et femmes qui ont sacrifié leur vie pour la libération de notre région, ainsi qu'à l'esprit d'unité qui existait entre les États membres », a déclaré dans son discours la secrétaire exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax dans son message pour marquer le jour.

« Sans l'engagement et l'altruisme des hommes et des femmes qui ont sacrifié leur vie, nous n'aurions jamais pu réaliser la libération politique de notre région », a-t-elle déclaré.

« Nous devons beaucoup à nos fondateurs, nous avons peut-être perdu la majorité d'entre eux, malheureusement, mais leur héritage perdure, que leur âme repose dans la paix éternelle.

« Nous exprimons notre gratitude à la communauté internationale pour son soutien à notre lutte pour la liberté. »

Elle a exhorté les générations futures à continuer de défendre et de sauvegarder les idéaux des fondateurs de la SADC, qui comprenaient les leaders visionnaires des trois premiers États de la ligne de front - Seretse Khama, Julius Nyerere et Kenneth Kaunda, qui étaient les présidents fondateurs du Botswana, République-Unie de Tanzanie et la Zambie, respectivement.

Ils ont retardé le développement économique de leurs pays pour garantir que le reste de la région atteigne l'indépendance politique.

« Nous devons nous efforcer de veiller à ce que notre histoire unique de libération ne soit pas oubliée. Pour y parvenir, il est important que nos États membres intègrent, entre autres, l'histoire de la libération de l'Afrique australe dans le programme scolaire, afin que nos jeunes et les générations futures apprécient les sacrifices de cette génération de jeunes hommes et femmes

qui nous ont libérés, » a déclaré la Dr Tax.

« Pendant que nous célébrons notre libération, nous devons travailler collectivement pour transformer nos économies et libérer notre peuple de l'esclavage de la pauvreté.

Cassinga à Cuito Cuanavale et Cape Town

LA PETITE ville de Cuito Cuanavale dans la province de Cuando Cubango, dans le sud de l'Angola, a été l'épicentre d'une des batailles conventionnelles les plus féroces d'Afrique, mais elle a marqué la fin prochaine du système d'apartheid en Namibie et en Afrique du Sud - et est commémorée comme la dernière bataille pour la libération de l'Afrique australe.

De novembre 1987 à mars 1988, des milliers de combattants des Forces armées populaires pour la libération de l'Angola (FAPLA) soutenus par l'Armée populaire de libération de Namibie (PLAN) et les Forces révolutionnaires cubaines se sont battus pour défendre l'Angola contre les incursions militaires du régime de l'apartheid d'Afrique du Sud.

Les militaires sud-africains s'étaient trop donnés pour défendre leur système d'apartheid de ségrégation raciale, lorsqu'ils ont mené des raids et des attaques en Angola contre l'armée angolaise bien entraînée et armée et les combattants de la libération de la SWAPO, renforcés par les forces militaires cubaines, dont certaines ont perdu la vie et sont considérés comme des héros en Afrique en raison de leur soutien à la libération.

Après cette bataille, l'Afrique du Sud a commencé à se retirer de ses aventures militaires dans la région et de l'apartheid. Deux ans plus tard, la Namibie a célébré l'indépendance et Nelson

« Nous devons tous nous engager dans notre vision commune d'un avenir commun qui garantira le bien-être économique, l'amélioration du niveau de vie et de la qualité de vie, la liberté et la justice sociale ainsi que la paix et la sécurité de notre peuple. » □

Mandela a été libéré de prison en Afrique du Sud.

La défaite des forces d'apartheid sud-africaines à Cuito Cuanavale a conduit à des négociations impliquant les Nations Unies, l'Angola, la Namibie, Cuba et l'Afrique du Sud, entre autres, aboutissant finalement au retrait de l'Afrique du Sud de la Namibie, qui est revenue au mandat de l'ONU pour une période de transition menant aux élections pour une Assemblée constituante en 1989 et à l'indépendance le 21 mars 1990. Cela a été suivi par des élections démocratiques en Afrique du Sud quatre ans plus tard, le 27 avril 1994.

En plus de faire du 23 mars la Journée de la libération de l'Afrique australe, le 38e sommet de la SADC organisé par la



Namibie en 2018 a approuvé la création d'un groupe de travail régional d'experts du curriculum pour déterminer les exigences d'enseignement de l'histoire de la libération de l'Afrique australe et son inclusion dans le programme scolaire des États membres de la SADC.

Les leaders de la SADC ont également mis en place un mécanisme visant à honorer les fondateurs de la SADC. □

« Criminelle sur le plan juridique et sauvage sur le plan moral »

Attaque de Cassinga, 4 mai 1978

Parmi les atrocités, il y a eu le raid des forces d'apartheid sud-africaines sur un camp de réfugiés namibiens à Cassinga dans la province de Huila en Angola le 4 mai 1978 - l'une des plus grandes opérations aéroportées de la Force de défense sud-africaine qui a largué près de 400 parachutistes près de la ville, bombardant les camps et les bases à proximité, suivi d'une attaque au sol.

Plus de 600 Namibiens ont été tués, dont des hommes, des femmes et des enfants, et des centaines d'autres ont été blessés. Une mission de l'ONU qui s'est rendue à Cassinga a qualifié l'attaque de « criminelle sur le plan juridique et sauvage sur le plan moral ».

Le 4 mai est la Journée Cassinga en Namibie, un jour férié pour réfléchir à ceux qui ont donné leur vie pour la liberté et l'indépendance. □



« Nous sommes arrivés à maturité », déclare Geingob

LE PRÉSIDENT Hage Geingob a rappelé aux Namibiens les progrès accomplis par le pays depuis l'indépendance en 1990 et la nécessité de chérir le soutien national, régional et international qui a rendu tout cela possible.

« Nous avons mûri dans notre démocratie constitutionnelle; nous sommes plus forts, plus résilients et déterminés à l'emporter dans cette deuxième phase de notre lutte pour l'émancipation économique. En effet, nous sommes devenus majeurs », a-t-il déclaré en prêtant serment pour son deuxième mandat.

« La Namibie aujourd'hui et la Namibie à l'indépendance sont à des kilomètres l'une de l'autre. »

Geingob, le troisième président de la république, s'exprimait à l'occasion de la 30e célébration de l'indépendance de la Namibie le 21 mars, jour de son inauguration pour un deuxième mandat de cinq ans.

Geingob a souligné certaines des améliorations réalisées en Namibie depuis l'indépendance, notamment une augmentation de 30% du nombre d'enfants scolarisés; un système de santé national transformé et inclusif pour tous les Namibiens; et une augmentation de 45% du réseau routier goudronné du pays.

Sa déclaration s'est appuyée sur son premier discours d'inauguration en 2015, lorsqu'il a fait la remarque célèbre: « Aucun Namibien ne doit se sentir exclu ».

L'indépendance du pays est née d'une longue lutte pour la libération des Namibiens, y compris d'une guerre qui a attiré l'appui de pays indépendants en Afrique et ailleurs.

« La Namibie est un enfant de la solidarité internationale, ami de tous et ennemi de personne », a déclaré Geingob en 2015, dans un discours rappelant une leçon d'histoire où il a détaillé le soutien que la Namibie a reçu de la communauté internationale dans la lutte pour l'émancipation.

Il a fait écho aux sentiments du président fondateur Sam Nujoma, qui a déclaré dans son discours d'inauguration lors de l'indépendance en 1990, que l'indépendance de la Namibie était « le point culminant et louable de nombreuses années de soutien constant à notre cause ».

La lutte pour l'autodétermination en Namibie est continue depuis les invasions coloniales il y a plus d'un siècle et la récente phase décisive est le résultat de la détermination des jeunes hommes et femmes namibiens qui ont pris les armes, dirigés par l'Organisation du peuple de l'Afrique du Sud-Ouest (SWAPO) qui, à partir de 1966, a lutté physiquement contre l'occupation sud-africaine après une mobilisation mondiale par le biais des Nations Unies à partir de 1946.

La réalisation de l'indépendance en 1990 a été un hommage à l'héroïsme et à la ténacité des Namibiens, avec le soutien de leurs amis et sympathisants en Afrique australe et au-delà.

La lutte pour l'indépendance a pris fin après la bataille de Cuito Cuanavale dans le sud de l'Angola d'août 1987 à mars 1988, lorsque les forces conjointes de l'Angola, de Cuba et de la SWAPO se sont battues



Président Hage Geingob prête serment pour un deuxième mandat

contre l'armée d'invasion de l'apartheid de l'Afrique du Sud.

Cela a abouti à un règlement négocié au niveau international en vertu duquel les troupes cubaines se sont retirées de l'Angola en échange du retrait de l'armée sud-africaine d'Angola et de Namibie. Les élections supervisées par les Nations Unies ont suivi les 7 et 11 novembre 1989 et ont été remportées par la SWAPO avec 57,33% du total des suffrages exprimés.

Cela a marqué la fin du régime d'apartheid en Namibie (1990) et bientôt aussi en Afrique du Sud (1994), et donc un retour à la liberté pour l'ensemble de l'Afrique australe.

Cela a commencé un périple qui a vu la Namibie se développer en tant que pays indépendant sous la direction de la SWAPO guidée par trois leaders en 30 ans - SE Sam Nujoma qui, en tant que leader de la SWAPO, a été président fondateur de 1990, y compris la période de mise en place de la Constitution, suivi de deux mandats d'élection directe à la présidence de 1995 à 2004; SE Hifikepunye Pohamba de 2005 à 2014; et le titulaire SE Hage Geingob qui a pris ses fonctions en 2015 et vient de commencer son deuxième mandat.

L'avancée vers l'égalité des sexes est reconnue comme l'une des principales réalisations du pays depuis l'indépendance, et la Namibie compte désormais

parmi les pays du monde qui ont connu une augmentation significative du nombre de femmes parlementaires.

Selon le classement de l'Union interparlementaire (UIP), la Namibie occupe le 15e rang sur 179 parlements dans le monde en ce qui concerne la représentation des femmes au Parlement, se classant troisième sur le continent africain seulement derrière le Rwanda et l'Afrique du Sud.

Après les élections de novembre 2019, les femmes représentent 43% des parlementaires à l'Assemblée nationale et 19% au Conseil national.

Cela est principalement dû à un système de quotas adopté par le parti majoritaire SWAPO. Le parti mène une révolution tranquille du genre au cours de laquelle il s'est engagé à remplir la moitié de ses sièges au Parlement avec des femmes et la moitié avec des hommes.

Conformément à la politique de lutte pour l'égalité des sexes, Geingob a nommé neuf femmes dans un cabinet de 24 membres annoncé le 22 mars, dont certains postes de haut niveau, et plus de la moitié des vice-ministres sont des femmes.

Le Premier ministre et le vice-premier ministre sont tous deux des femmes, tout comme les ministres responsables de la justice; l'industrialisation et le commerce; et l'éducation. sardc.net □

Le Malawi organisera une nouvelle élection présidentielle en juillet

LA COMMISSION Électorale du Malawi a fixé au 2 juillet la date de la nouvelle élection présidentielle. Cela fait suite à une décision de la Haute Cour du Malawi, qui a déclaré les élections du 21 mai 2019 nulles et non avenues.

Dans un jugement rendu le 3 février 2020, la Haute Cour du Malawi a cité des irrégularités généralisées dans la conduite des élections comme motif pour déclarer nul et non avenue le résultat des élections.

Certaines des irrégularités comprennent le non-respect par la Commission électorale du Malawi (MEC) des exigences statutaires concernant le traitement des feuilles de pointage et des journaux de bord, la délégation des pouvoirs statutaires appartenant aux commissaires de MEC au directeur général des élections et l'acceptation des feuilles de pointage qui avaient été modifiées.

Le président sortant, Peter Mutharika, a contesté la décision du tribunal sans succès. Mutharika était sorti vainqueur du scrutin de 2019 avec 38,57, battant un solide peloton de six autres candidats à la présidentielle.

Il a vaincu de justesse Lazarus Chakwera du Parti du Congrès du Malawi (MCP), qui a obtenu 35,42%, et l'ancien vice-président Saulos Chilima qui s'est séparé du Parti progressiste démocrate (DPP) au pouvoir en 2018 pour former son propre parti, le Mouvement de transformation unifié (UTM) et a réussi à obtenir 20,24%.



Chakwera et Chilima se sont alors adressés au tribunal pour obtenir un ordre de renverser le résultat du scrutin présidentiel qui a finalement été accordé en leur faveur.

Le commissaire de MEC, Moffat Banda, a déclaré que la préparation de la répétition se déroule bien. Cependant, il a déclaré que la commission surveillait également les tendances de la pandémie de COVID-19 qui a affecté les activités quotidiennes dans le monde entier.

"Nous sommes prêts à tenir les élections le 2 juillet et c'est pourquoi nous continuons à nous préparer mais le coronavirus est la seule menace", a-t-il déclaré.

En vertu de la Constitution malawienne, le président est élu directement selon le système uninominal majoritaire à un tour dans lequel le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix est déclaré vainqueur, même s'il obtient moins de 50% des suffrages valables. □

Élections législatives en Union des Comores

AUX ÉLECTIONS législatives tenues aux Comores, la Convention pour le renouvellement des Comores (CRC) a remporté la majorité des voix aux premier et deuxième tours de scrutin. Le premier tour de scrutin a eu lieu le 19 janvier tandis que le second tour a suivi le 23 février.

Le principal parti d'opposition a boycotté les deux élections. Selon les résultats finaux, le parti CRC a remporté 17 des 24 sièges parlementaires au premier tour et remporté 20 des 24 circonscriptions au second tour. Les partis d'opposition ont rejeté les résultats en citant des irrégularités très répandues ainsi qu'une faible participation électorale. □

Soulagement comme le fleuve Zambèze montre un débit accru

par Eglène Tauya

LA SECONDE moitié de la saison des pluies 2019/20 a soulagé la plupart des régions de l'Afrique australe, avec une augmentation des débits d'eau enregistrés dans les principales stations de jaugeage le long du fleuve Zambèze.

Une station de jaugeage est une installation utilisée pour prendre des mesures de données sur des plans d'eau terrestres à des fins de planification.

Selon la Zambezi River Authority (ZRA), les chutes Victoria - l'une des principales stations du fleuve Zambèze - ont enregistré des débits de 4 289 mètres cubes par seconde le 31 mars. L'an dernier, à la même date, le débit enregistré était de 816 mètres cubes par seconde.

Cette année, les débits sont supérieurs de 54% au débit moyen à long terme enregistré de 2 522 mètres cubes par seconde pour cette station.

L'augmentation du débit d'eau à Victoria Falls est la plus élevée depuis 1958, lorsque le débit a atteint 10 000 mètres cubes par seconde lors de la construction du barrage de Kariba.

Cette augmentation est donc contraire à certains articles de presse qui avaient indiqué que les chutes Victoria, situées entre la Zambie et le Zimbabwe, risquaient de s'assécher à mesure que le niveau du fleuve baissait.

En aval des chutes Victoria, le niveau du lac Kariba a continué d'augmenter régulièrement, enregistrant 478,2 mètres le 6 avril, bien que légèrement inférieur au niveau de l'an dernier à la même date.

C'est environ trois mètres au-dessus du niveau de fonctionnement minimum pour la production d'électricité à la centrale de Kariba.

Les chutes Victoria sont l'une des merveilles naturelles du monde, et une amélioration du débit d'eau est un grand coup de pouce pour le secteur du

tourisme, y compris le tourisme domestique, car elle apporte une attraction supplémentaire aux visiteurs des chutes pour regarder le mur de tonnerre des chutes d'eau sur toute la longueur.

La pulvérisation constante de la cascade soutient une végétation boisée dense connue sous le nom de Victoria Falls Rainforest. Cette flore, à son tour, abrite une diversité variée d'insectes, d'amphibiens, d'oiseaux et de mammifères.

Selon une prévision de la ZRA, les débits d'eau à Victoria Falls devraient augmenter au cours d'une deuxième période de pointe prévue en avril.

L'augmentation des débits est le résultat du ruissellement intense des fortes précipitations reçues à la source du fleuve Zambèze dans la région de Chavuma, dans le nord-ouest de la Zambie, près de la frontière avec l'Angola.

La station de jaugeage de Chavuma a enregistré une augmentation de plus de 500% par rapport aux débits de 2019.

Le débit du 6 avril, par exemple, a été enregistré à 5 825 mètres cubes par seconde alors que le débit observé à la même date l'an dernier n'était que de 695 mètres cubes par seconde.

La ZRA prévoit que Chavuma doit encore atteindre son apogée, similaire aux prévisions pour les chutes Victoria.

Le Forum régional sur les perspectives climatiques de l'Afrique australe avait prévu des pluies normales à supérieures à la normale entre janvier et mars 2020 dans la plupart de l'Angola et dans le nord et l'ouest de la Zambie, les régions plus au sud recevant des précipitations normales à inférieures à la normale.

Avant d'atteindre les chutes Victoria, le fleuve Zambèze traverse la vaste plaine inondable de Barotse dans l'ouest de la Zambie, qui absorbe l'eau pendant la saison des pluies et ce

n'est que lorsqu'elles sont saturées qu'elles libèrent la majeure partie de l'eau, environ 80 pour cent, qui trouve ensuite son chemin dans les affluents et les rivières qui se vident finalement dans le fleuve Zambèze.

La plaine inondable, qui devrait stocker 8,6 milliards de mètres cubes d'eau, tire une grande partie des débits enregistrés à Chavuma.

Une fois que la plaine inondable de Barotse est pleine, le débit d'eau commence à augmenter vers les chutes Victoria.

Le pic des chutes est attendu vers la mi-avril, avec environ 625 millions de litres d'eau coulant sur le bord par minute. Cet énorme volume d'eau produit un jet qui monte de plus de 500 mètres dans l'air.

Alors que le changement climatique fait des ravages, il faut prendre note des variations saisonnières des débits.

Il y a un moment chaque année où les chutes Victoria sont saisonnièrement basses, vers décembre de chaque année, particulièrement après une sécheresse comme ce fut le cas l'année dernière.

Les variations saisonnières des débits hauts et bas sont observées depuis longtemps par le royaume de Lozi dans la plaine inondable de Barotse dans l'ouest de la Zambie. Pour faire face aux inondations, les Lozi ont développé un mode de vie basé sur les changements saisonniers de la plaine inondable.

Vers la fin du mois de mars ou au début du mois d'avril de chaque année, le chef suprême, le Litunga, conduit le peuple Lozi et son bétail vers les hauteurs de la capitale du temps des

inondations, Limulunga, lors d'une cérémonie traditionnelle des eaux de crue connue sous le nom de Kuomboka.

Selon la ZRA, l'eau entrant dans la plaine inondable de Barotse a atteint un peu plus de 5 000 mètres cubes par seconde fin mars. Il s'agit du débit le plus élevé enregistré en 20 ans.

De fortes pluies persistantes au cours de la seconde moitié de la saison des pluies 2019/20 ont provoqué des inondations et affecté des personnes dans certaines parties de l'Angola, de la RDC, du Mozambique, de la Tanzanie et de la Zambie.

Au Mozambique, près de 60 000 personnes ont été touchées par de fortes pluies et des inondations en janvier, principalement dans les provinces de Zambezia, Cabo Delgado et Sofala.

En février, de fortes pluies ont fait monter le niveau des fleuves Buzi et Pungwe, provoquant de nouvelles inondations et dégâts dans les provinces centrales de Sofala et Manica.

Pour les autres parties de la région, un début tardif de la saison des pluies et une répartition inégale des précipitations ont contribué à des déficits hydriques persistants et à la sécheresse. sardc.net



Avril - Juin 2020

L'AFRIQUE
AUSTRALE

AUJOURD'HUI

SADC Aujourd'hui VOL. 22 No 3 Avril 2020



SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,

Gaborone, Botswana

Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070

E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

TRADUCTEUR

Chris Kambayi

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipili, Kumbirai Nhongo, Maidei Musimwa, Tariro Sasa, Tanaka Chitsa, Monica Muteru, Raymond Ndlovu, Pedzisayi Munyoro, Thenjiwe Ngwenya, Ayub Blessing Moyo, Eunice Kadiki

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2020

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou de rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net. Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPTION & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 bilaterals.org, specialprojects.news24.com, Independent Media, rollercoaster.ie, Zimbabwe Morning Post, news.co.za; P2 sadc.int, money.cometh.co.za, ebusinessweekly.co.zw, buzzsouthafrica.com; P4-5 sadc.int, Southern Times, eNCA; P6 SARDC; P7 africanbusinesscommunities.com, rhinoafrica.com; P8-9 sadc.int; P10 mkukinanyoto.com, SARDC, sadc.int; P11 herald.co.zw, sadc.int, wordpress, alem.mar.org, SARDC, Gondwana Collection Namibia; P12 africa.ctg.net; P13 P Johnson, sos-childrensvillages.org, freedomhouse.org, theafrican.co.ke, africanarguments.org; P14 audleytravel.com, qz.com, SARDC, P Johnson p16 sadc.int

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Courriel: sadctoday@sadc.net

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe

Tel +263 242 791 141

www.sadc.net

Connaissance pour le Développement



[sadc.net](https://www.facebook.com/sadc.net)



[@sadc.net](https://twitter.com/sadc.net)

Austrian
Development Cooperation

Cette publication est réalisée dans le cadre d'un projet financé par l'Agence Autrichienne de Développement / Coopération Autrichienne au Développement. La responsabilité du contenu incombe entièrement aux éditeurs, les informations et opinions exprimées ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence Autrichienne de Développement / Coopération Autrichienne au Développement.



Avril
1, SADC

SADC à 40 ans

Le groupement régional qui est devenu la SADC a été lancé à Lusaka, en Zambie à cette date en 1980 sous le nom de Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), par neuf États indépendants qui ont fait une déclaration d'intention officielle intitulée : *Afrique Australe Vers la Libération Économique*".

7, Mondial

Journée Mondiale de la Santé

Le 7 avril marque la Journée mondiale de la santé. Depuis sa création à la première Assemblée de la Santé en 1948 et depuis son entrée en vigueur en 1950, la commémoration a pour objectif de faire connaître un thème de santé spécifique afin de mettre en évidence un domaine prioritaire de préoccupation pour l'Organisation Mondiale de la Santé.

18, Zimbabwe

Zimbabwe à 40 ans

Le Zimbabwe commémore également 40 ans depuis avril 1980, lorsque le drapeau colonial a finalement été baissé et que le nouveau drapeau du Zimbabwe a été hissé à minuit, et la flamme de l'indépendance a été allumée pour la première fois ... après une guerre de libération prolongée.

Mai
5, Botswana

Réunion Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC

La réunion du Groupe thématique sur l'énergie est un forum de coordination pour la SADC, ses organisations subsidiaires énergétiques et ses partenaires de coopération. La réunion passe en revue la situation énergétique de la région et devrait se tenir en ligne en raison de la pandémie de COVID-19.

18-22, Tanzanie

Réunion mixte des Ministres de l'Énergie et de l'Eau de la SADC

Les Ministres de l'Énergie et de l'Eau de la SADC se réunissent pour examiner les programmes régionaux de l'eau et de l'énergie. La réunion offre aux États membres l'occasion de partager les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements régionaux. La réunion pourrait avoir lieu par vidéoconférence ou être reportée.

25, Africa

Journée de l'Afrique

La Journée de l'Afrique est la commémoration annuelle de la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), devenue l'Union africaine. Cette année marque le 57ème anniversaire de la création de l'OUA à Addis-Abeba, en Éthiopie en 1963. À l'occasion du 50e anniversaire en 2013, l'Union africaine a approuvé une vision sur 50 ans de l'Agenda 2063 - *L'Afrique que nous voulons*.

Juin
16 Juin

Journée de la jeunesse

La Journée de la jeunesse en Afrique du Sud est notée dans toute la région de la SADC comme la date en 1976 où les jeunes de Soweto ont résisté et ont marché contre l'apartheid. La marche pacifique a été accueillie avec force et il y a eu de nombreuses victimes, d'autres ont quitté le pays pour rejoindre la guerre de libération, mais cela a donné un nouvel élan à la résistance à l'apartheid et inspiré une autre génération.

18-24, Sénégal

20e Congrès de l'APUA

Les membres de l'Association of Power Utilities of Africa (APUA) se réunissent chaque année pour délibérer sur la coopération énergétique et discuter de la façon dont ils peuvent améliorer les opérations et contribuer au développement socio-économique du continent.

5, Mondial

Journée Mondiale de l'Environnement

Cette journée, célébrée chaque année, vise à sensibiliser à la nécessité de conserver et de protéger l'environnement. Le thème de cette année est « La biodiversité fournit l'infrastructure essentielle qui soutient la vie sur terre et le développement humain ».

A confirmer,
Tanzanie

Réunion des Ministres du Genre de la SADC

Les Ministres du Genre et des affaires féminines de la SADC se réunissent chaque année pour examiner le programme régional de genre et les progrès vers la mise en œuvre du Protocole de la SADC sur l'égalité des sexes et le développement. La réunion est l'occasion pour les États membres de partager les progrès sur la mise en œuvre des engagements en matière de genre. La réunion pourrait avoir lieu par vidéoconférence ou être reportée.

30 Juin -3 Juillet

Forum Énergétique Africain

Le Forum sur l'énergie Africain rassemble les représentants des gouvernements, les compagnies d'électricité et les principaux acteurs du secteur de l'énergie en Afrique et dans le reste du monde pour mettre l'accent sur la fourniture des projets d'infrastructures énergétiques en Afrique.

40 years

Une communauté régionale, un avenir partagé

40 ans d'unité et d'intégration régionale à travers

LA SADC

depuis 1980

« Chers lecteurs, Notre communauté est plus qu'une formation politique, elle a un passé et un avenir dont les racines se trouvent dans les mouvements de libération et dans les États de la ligne de front. Mais, plus fondamentalement, ces racines se révèlent dans le cœur et l'âme de nos fiers fils et filles du sol qui se sont unis pour insister pour que la région se transforme en quelque chose de nouveau et de différent ... »

Président Festus Mogae du Botswana, président de la SADC en 2005 à 25 ans

L'ANNÉE 2020 a de nombreux jalons en Afrique australe -

40 ans depuis le lancement de la SADCC et l'indépendance du Zimbabwe;

30 ans depuis l'indépendance de la Namibie; et la libération de Nelson Mandela de prison; et

60 ans d'indépendance pour la République Démocratique du Congo et pour Madagascar.

Avril est le mois pour célébrer la naissance de la SADC (C) et du Zimbabwe, et la naissance de deux des leaders fondateurs des États de la ligne de front qui ont guidé la région à travers des moments tumultueux et difficiles: feu Mwalimu Julius K Nyerere le 13 avril 1922 et le Dr Kenneth David Kaunda, aujourd'hui âgé de 96 ans, né le 28 avril 1924.

LA SADCC était planifiée à Gaborone (Botswana) en mai 1979; conçu à Arusha, Tanzanie en juillet 1979; et né à Lusaka, en Zambie, le 1er avril 1980, avec neuf États membres indépendants et la réalité de la puissance militaire de l'apartheid à ses frontières sud, qui a rapidement franchi les frontières pour déstabiliser la région économiquement et militairement au cours de la prochaine décennie.

Avant la SADCC, l'Afrique australe était fragmentée, enfermée dans des frontières coloniales, et elle s'est transformée à nouveau en 1992 lorsque la Namibie indépendante a accueilli la signature du Traité de la SADC pour devenir une communauté régionale, et en 1994, lorsque l'Afrique du Sud est sortie des cachots de l'apartheid en liberté pour rejoindre la communauté. Depuis, cinq autres pays ont vu les avantages de rejoindre cette communauté économique régionale, apportant leur diversité unique pour faire un total de 16 États membres en 2020.

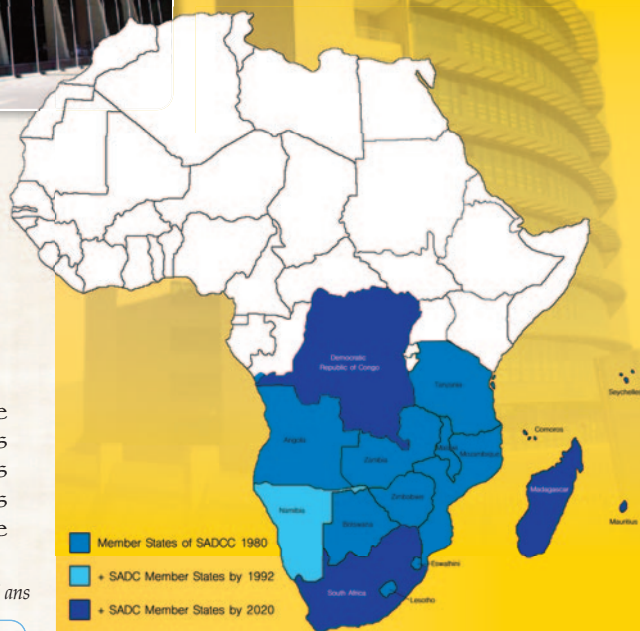
Le périple vers une communauté de développement de l'Afrique australe a commencé il y a plus de 40 ans dans la vision à long terme des leaders africains qui ont tenu des consultations panafricaines et créé l'Organisation de l'Unité Africaine en 1963 - et leur engagement passionné pour la liberté, l'unité et la prospérité.

Le président Seretse Khama du Botswana a ouvert la conférence de formation de la SADCC à Arusha le 2 juillet 1979, en déclarant:

« Nous devons acquérir la maîtrise de notre propre destin dans cette région turbulente de notre continent et nous ne pouvons réussir... que dans le cadre d'une communauté de l'Afrique australe unie. Je n'appelle pas au démantèlement de nos États indépendants ... J'appelle à la coopération et à l'unité d'objectifs afin que nous puissions ensemble planifier notre avenir et celui de nos enfants ... »

« La pleine exploitation de nos ressources naturelles et le développement de nos secteurs productifs sont limités par les petits marchés de nos économies, mais pris dans son ensemble, l'Afrique australe forme un marché important. La coopération économique régionale conduirait nécessairement à une expansion coordonnée de la production, ce qui encouragerait à son tour l'expansion des marchés pour le commerce intra-Afrique austral. »

Le Botswana a ensuite proposé d'accueillir le Secrétariat de la SADC à Gaborone, où il a désormais son siège. □



JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Avril - Juin 2020

4 avril	Paix et réconciliation	Angola
7 avril	Journée de la femme	Mozambique
	Sheik Abeid Karume Day	Tanzanie
10 avril	Vendredi Saint	Toute la SADC sauf ...
		Angola, Comores, RDC, Madagascar, Maurice, Mozambique
11 avril	Samedi saint	Seychelles, Zambie
12 avril	Dimanche de Pâques	Namibie, Zimbabwe
13 avril	Lundi de Pâques	Toute la SADC sauf ...
		Angola, Comores, RDC, Maurice, Mozambique
18 avril	Journée de la famille	Afrique du Sud
19 avril	Jour de l'indépendance	Zimbabwe
25 avril	Anniversaire du roi	Eswatini
26 avril	Journée nationale du drapeau	Eswatini
27 avril	Fête de l'Union	Tanzanie
	Journée de la liberté	Afrique du Sud
1 mai	Journée des travailleurs	RDC, Lesotho, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zimbabwe
	Fête du travail	Angola, Botswana, Comores, Madagascar, Malawi, Maurice, Seychelles, Eswatini
4 mai	Jour de Cassinga	Namibie
14 mai	Journée Kamuzu	Malawi
17 mai	Fête de la libération	RDC
21 mai	Jour de l'Ascension	Botswana, Lesotho, Madagascar, Namibie, Eswatini
23 mai	Eid al Fitr (Fin du Ramadan) *	Tanzanie, Madagascar, Maurice
25 mai	Journée de l'Afrique	Toute la SADC
	Journée de la liberté de l'Afrique	Zambie
11 juin	Corpus Christi	Seychelles
16 juin	Journée de la jeunesse	Afrique du Sud
18 juin	Journée de la Constitution	Seychelles
25 juin	Jour de l'Indépendance	Mozambique
26 juin	Jour de l'Indépendance	Madagascar
29 juin	Jour de l'Indépendance	Seychelles
30 juin	Jour de l'Indépendance	RDC

* La date exacte dépend de l'observation de la nouvelle lune

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale